



**Belgeo**

Revue belge de géographie

2 | 2021

**Dynamiques des campagnes et adaptations aux enjeux contemporains (Nord et Sud)**

---

## Analyse des stratégies territoriales multi-niveaux au sein du « Collectif 5C », un réseau wallon de coopératives alimentaires

*An analysis of multi-level territorial strategies within the “Collectif 5C”, a food coop’s network in Wallonia*

Florence Lanzi, Julien Noel et Kevin Maréchal

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/belgeo/48963>

DOI : 10.4000/belgeo.48963

ISSN : 2294-9135

### Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

### Référence électronique

Florence Lanzi, Julien Noel et Kevin Maréchal, « Analyse des stratégies territoriales multi-niveaux au sein du « Collectif 5C », un réseau wallon de coopératives alimentaires », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2021, mis en ligne le 11 juin 2021, consulté le 14 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/48963> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.48963>

---

Ce document a été généré automatiquement le 14 juin 2021.



*Belgeo* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

---

# Analyse des stratégies territoriales multi-niveaux au sein du « Collectif 5C », un réseau wallon de coopératives alimentaires

*An analysis of multi-level territorial strategies within the “Collectif 5C”, a food coop’s network in Wallonia*

Florence Lanzi, Julien Noel et Kevin Maréchal

---

## Introduction

- 1 Si la ville et la campagne ont longtemps été opposées, les mutations socio-économiques en cours ces dernières décennies bouleversent les rapports des sociétés à leurs espaces, produisant un certain brouillage entre ces catégories spatiales. En réponse, on observe l’émergence de nouvelles dynamiques qui modifient en profondeur ces interactions villes-campagnes (Berger, Chaléard, 2017 ; Poulot, Revayaz, 2018). Les acteurs économiques et sociaux qui interviennent dans ces dynamiques font ainsi naître de nouvelles formes de coordination, au sein desquelles la question territoriale devient une clé de lecture indispensable pour appréhender ces transformations contemporaines.
- 2 « Multi-niveaux, multi-acteurs et multi-facettes, le développement des territoires ruraux et périurbains appelle ainsi des réponses nouvelles face aux limites des modèles antérieurs fondés sur les logiques industrielles, modernistes » (Torre, Wallet, 2013). Parmi ces réponses nouvelles se trouvent de nombreuses mobilisations collectives citoyennes, dont les actions et stratégies visent le développement de nouvelles formes de circuits alimentaires afin, notamment, de retisser des liens plus ténus entre les campagnes et leurs villes (Renting *et al.*, 2003 ; Aubry *et al.*, 2012 ; Le Caro *et al.*, 2016). Les différentes dynamiques de relocalisation et de reconnexion à l’œuvre entre ces

acteurs et leurs territoires apparaissent donc des plus pertinentes à étudier, en particulier sous l'angle des circuits courts alimentaires, comme c'est le cas dans des travaux tant anglo-saxons (cf. Goodman *et al.*, 2013) que francophones (cf. Chiffolleau, 2018 ; Mundler, Rouchier, 2016). En Wallonie, certains travaux précurseurs les abordent au travers d'initiatives localisées (cf. Hubaux, 2011 ; Bousbaine, Bryant, 2016 ; Pleyers, 2017) ou développent des analyses plus systémiques (Maréchal *et al.*, 2019 ; Pleyers, 2020).

- 3 Notre démarche d'investigation s'inscrit donc en continuité de ces travaux, et cherche ainsi à analyser les interactions et les dynamiques territoriales d'un mouvement citoyen alimentaire singulier, implanté dans la région sud de la Belgique, le *Collectif de Coopératives Citoyennes pour les Circuits Courts (5C)*. Ceci alors que le contexte régional laisse entrevoir certaines « tensions sur le devenir des campagnes wallonnes » (cf. Schmitz, Dubois, 2017), en particulier dans la minorisation des dimensions agricoles et rurales au profit de fonctionnalités plus résidentielles et péri-urbaines. Notre objectif consiste à étudier les dynamiques territoriales urbain-rural mises en œuvre par le collectif 5C pour mieux (re)connecter le monde rural agricole avec le monde urbain alimentaire. Autrement dit, nous cherchons à investiguer dans quelles mesures ce collectif participe à la structuration de nouvelles opportunités de développement territorial à l'échelle régionale wallonne, en redéfinissant les interdépendances entre bassins de production ruraux et aires urbaines de consommation, au moyen de filières alimentaires de proximité.
- 4 Sur le plan méthodologique, nous nous inspirons de dispositifs antérieurs de recherche participative, fondés sur des modalités étroites d'échanges avec les praticiens agricoles et associatifs du terrain wallon (Maréchal *et al.*, 2019). L'investigation du Collectif 5C, et de trois de ses structures membres représentatives, reste principalement le fruit d'une recherche doctorale en cours (cf. Lanzi, Maréchal, 2019). Un suivi régulier est ainsi mené au travers d'enquêtes de terrain, résolument qualitatives et inductives. Le corpus mobilisé est constitué d'observations participantes (réunions du Collectif, discussions informelles...) combinées à quelques entretiens compréhensifs des principaux leaders d'organisations. Pour finir, une variété de documents internes – comptes rendus de réunions, chartes d'engagement, sites Internet... –, complètent ce recueil de données.
- 5 En nous appuyant sur cette recherche en immersion au sein du Collectif 5C, combinée au champ conceptuel des proximités alimentaires territoriales (section 1), nous analysons, au moyen de trois exemples d'organisations membres représentatives (section 2), les stratégies territoriales multi-niveaux qui s'entremêlent au sein de ce regroupement coopératif alternatif (section 3).

## Une démarche de recherche inductive sur le développement territorial et les circuits alimentaires de proximité

- 6 Les recherches qui s'intéressent au territoire insistent sur son caractère construit et socialisé, objet d'appropriation tant individuelle que collective. Classiquement, quatre principaux niveaux de compréhension y sont identifiés (cf. Di Méo, 1998) : un niveau *existentiel*, en tant qu'entité spatiale affective, constructeur d'identité culturelle ; un niveau *matériel*, en tant qu'espace doté de propriétés naturelles (physiques) qui

configure des potentialités et des contraintes (en termes de distance, d'ambiance paysagère...); un niveau *organisationnel*, support spatial de l'agencement des activités humaines, et des interactions sociales qui se jouent entre acteurs; et enfin, un niveau *temporel*, qui permet de saisir ses trajectoires et ses évolutions.

- 7 Selon ces composantes, le territoire doit donc s'appréhender comme un processus dynamique, dans une perspective nécessairement multiscalaire (Vanier, 2009). A ce titre, certaines recherches l'abordent par le prisme de l'action collective, c'est-à-dire la constitution d'un collectif d'acteurs qui s'associent pour concevoir et mettre en œuvre un projet sur un territoire donné. Ce processus de développement territorial repose alors sur un degré d'ancrage fort des activités et des actions au regard des caractéristiques du territoire, ainsi que sur des liens de coordination et des expériences d'apprentissage soutenus entre les acteurs (cf. Amblart *et al.*, 2018).
- 8 A ce titre, plusieurs recherches francophones mettent ainsi en avant la capacité des activités agricoles, voire de l'alimentation au sens large, à constituer un levier potentiel de ressources et de développement, notamment au sein des espaces ruraux et périurbains (cf. Torre, Wallet, 2013; Lardon, 2015; Loudiyi, Houdart, 2019). Nous inscrivons pleinement notre réflexion dans cette logique de recherche, en analysant plus particulièrement une forme d'action collective territorialisée – celle du Collectif 5C –, menée dans le champ des « circuits courts ».
- 9 Depuis une vingtaine d'années, nous constatons la réémergence, dans une diversité de territoires, d'initiatives alimentaires dites en « circuits courts », et dont les modalités d'approvisionnement impliquent un nombre limité d'opérateurs économiques, engagés dans la coopération, le développement local et des relations géographiques et sociales étroites entre producteurs et consommateurs (Chiffolleau, 2018).
- 10 Dans la recherche francophone, comme c'est le cas en Wallonie, on note cependant que la référence à des circuits de « proximités » semble prendre le pas sur le vocable de circuits « courts ». Cette reformulation, dépassant les acceptions monocritères limitées au nombre d'intermédiaires ou à l'aire géographique, entérine « une prédominance de la dimension territoriale » (Gomez, Navez, 2018). Ce glissement sémantique souligne aussi la complexité des enjeux socio-spatiaux et les nouvelles formes de structuration collective entre différentes catégories d'acteurs (producteurs, artisans, citoyens...) au sein de différents espaces (ruraux, urbains), traduisant ainsi divers degrés de territorialisation des proximités alimentaires.
- 11 Depuis quelques années, un certain nombre d'auteurs ont appliqué différentes grilles de ces « proximités territoriales » (Torre, Beuret, 2012) aux circuits alternatifs et autres systèmes alimentaires relocalisés (cf. Hérault-Fournier, Prigent-Simonin, 2012; Mundler, Rouchier, 2016<sup>1</sup>; Noel, Legrel, 2018; Noel *et al.*, 2021). Parmi ces travaux, l'approche de Praly *et al.*, 2014 a donné lieu au concept de « circuits alimentaires de proximités » (CAP) que nous mobilisons pour la suite de notre étude. Selon cette définition, les CAP mobilisent plusieurs dimensions géographiques et organisées entre acteurs, qui se déclinent en différentes modalités. Parmi celles-ci, nous retenons les dimensions « spatiale, relationnelle et fonctionnelle » mentionnées par ces auteurs (*ibid.*), auxquelles nous joignons la dimension « politique » de Talbot (2010). Ceci afin de proposer une grille d'analyse (tableau 1) qui permette d'étudier plus finement les diverses stratégies territoriales du Collectif 5C.

Tableau 1. Les 4 dimensions retenues pour les circuits alimentaires de proximité.

Dimension spatiale	Dimension relationnelle	Dimension fonctionnelle	Dimension politique
<p>Échelle géographique du circuit entre production et consommation basée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur un raccourcissement de la distance</li> <li>- sur un attachement à l'origine territorialisée des produits</li> </ul>	<p>Moyen de renforcer les conditions de l'échange, via une double logique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'appartenance (même réseau de relations, règles et apprentissages partagés)</li> <li>- de similitude (cadre cognitif et identitaire commun)</li> </ul>	<p>Moyen d'acheminer et d'adapter le produit de la production à la consommation</p> <p>Légitimation du rôle des intermédiaires</p>	<p>Ensemble des modalités de coordination entre partenaires pluriels :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- degré d'implication des acteurs (renforcement, encadrement)</li> <li>- relations de pouvoir, et régulations des conflits</li> </ul>

Sources : Praly *et al.*, 2014 ; Talbot, 2010

- 12 Par la suite, nous comparons trois coopératives représentatives de la diversité des membres du Collectif 5C. En décrivant comment elles mobilisent différemment les dimensions des proximités alimentaires, nous rendons compte des multiples façons de « faire territoire » pour chacune d'entre elles.

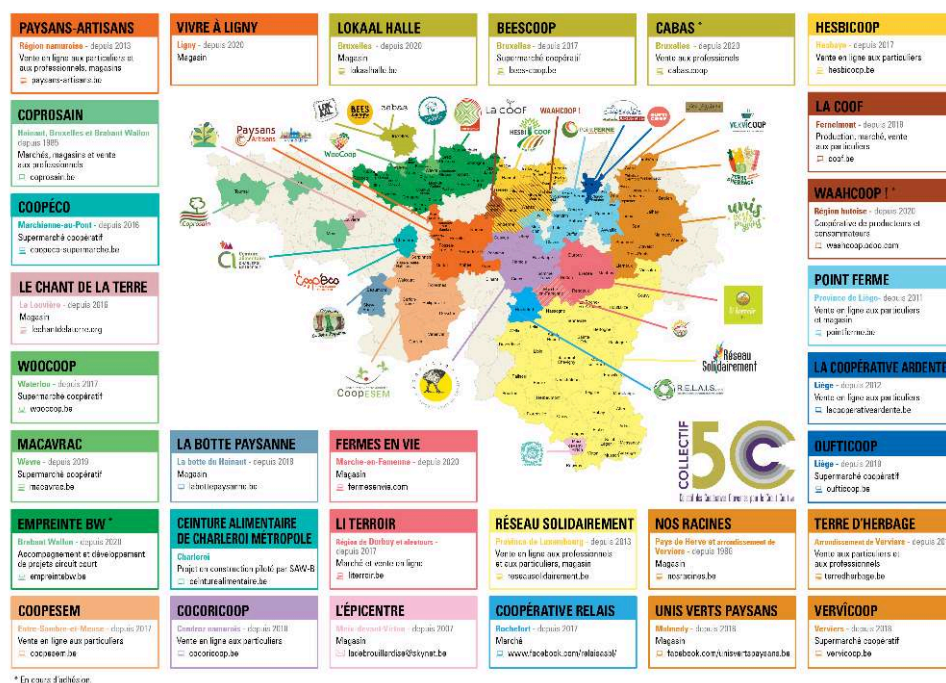
## Les dimensions spatiales du Collectif 5C, et de trois de ses membres représentatifs

### 5C : un collectif wallon disparate d'organisations citoyennes engagées dans les CAP

- 13 En juin 2017 émerge dans le sud de la Belgique, un réseau de collaboration entre différentes organisations engagées dans le développement et la structuration de CAP : *le Collectif 5C*. A l'origine, l'initiative part de la coopérative Paysans-Artisans (PA) qui, au fil de contacts informels avec d'autres structures similaires, crée, grâce à un financement public, l'association « 5C », en vue d'amorcer des mutualisations qui permettront de renforcer toutes ses coopératives membres. Cette « méta-organisation territorialisée » (Gadille *et al.*, 2013), aux contours géographiques et organisationnels pluriels, fédère ainsi des agriculteurs, des artisans et des consommateurs autour d'une vision identitaire et politique partagée, et des objectifs « à la fois économique et de transformation sociale », dicit son coordinateur. Il s'agit de « construire et diffuser un modèle de production diversifiée, de qualité différenciée, à l'ancrage territorial fort et basé sur la promotion de l'agroécologie, de renforcer une activité économique de commercialisation en circuit-court par des dynamiques coopératives et solidaires entre producteurs, consommateurs et distributeurs, tout en créant un mouvement social capable de bousculer le modèle et les acteurs dominants de l'agro-alimentaire, via un travail de sensibilisation et de mobilisation citoyenne sur ces enjeux » (extraits de la charte de « 5C »).
- 14 Dès le départ, l'objectif de mutualisation s'est cristallisé autour de la création d'un outil partagé de vente en ligne. Réunissant sept coopératives à son démarrage, le Collectif compte actuellement près d'une trentaine de structures. Le Collectif organise principalement des échanges relativement informels et conviviaux lors de ses réunions trimestrielles. Chaque structure adhérente est ainsi incitée à échanger des bonnes pratiques et des savoir-faire (agricoles, logistiques...), à mutualiser des ressources

(financières, humaines...) et des outils communs (transformation, accès au foncier, etc.). Tout ceci contribue dès lors à renforcer la pérennité de chaque coopérative en permettant à chacune, sur son territoire, d'améliorer ses outils économiques et ses stratégies de commercialisation de produits locaux, et de s'engager politiquement dans la promotion de modèles agri-alimentaires de proximité.

Figure 1. Localisation et identité des 30 structures coopératives membres du Collectif 5C.



Source : document interne, Collectif 5C (déc. 2020)

- 15 Comme l'illustre la figure 1, les trente structures constitutives de « 5C » couvrent globalement une large partie du territoire régional wallon – à l'exception d'un quart nord-ouest plus clairsemé. Si l'ensemble des membres possède le statut juridique de Société coopérative à responsabilité limitée et à finalité sociale (SCRL-FS), une analyse de leurs aires d'implantation et de leurs logiques organisationnelles souligne pourtant quelques différences significatives, sources de potentielles fractures idéologiques et géographiques mais aussi un certain nombre de convergences, sources d'opportunités politiques et de partenariats économiques. En effet, à son origine, le Collectif 5C compte une large majorité de membres ancrés dans des types d'espaces ruraux et périurbains diversifiés (rappelant ceux identifiés par Eggerick *et al.*, 2007), et dont le modèle coopératif soutient les producteurs paysans locaux via des dispositifs de commercialisation spécifiques (boutiques paysannes, vente en ligne de paniers surtout). Plus récemment, le Collectif a intégré un nouveau type d'organisations : les supermarchés participatifs de consommateurs, qui ont émergé dans les principales régions urbaines en Belgique francophone (Charleroi, Liège, Verviers, Bruxelles...), telles que caractérisées par Vanderstraeten et Van Hecke (2019).
- 16 À cette première dichotomie spatiale et organisationnelle – structures avec une focale producteur et situées en milieu rural / structures centrées sur les consommateurs en milieu urbain –, s'en ajoute une seconde : l'existence, à l'échelle wallonne, d'un gradient socio-spatial (nord-ouest/sud-est) assez marqué en termes de potentialités et



de superficies agricoles, et avec lequel les membres du Collectif 5C doivent composer. En effet, sur les terres sablo-limoneuses du nord-ouest se concentrent majoritairement de grandes cultures intensives (betteraves, pommes de terre, céréales...), contrairement au sud-est de la région où prédominent fortement de vastes zones boisées et les prairies permanentes, sur lesquelles se regroupent plutôt des élevages extensifs de bovins (viande et/ou lait). De leur côté, les surfaces maraîchères et fruitières, principalement situées dans la partie nord-ouest régionale, ne constituent qu'une faible partie (environ 3 %) de la superficie agricole utile de la Wallonie. Par ailleurs, un peu plus de 15 % des exploitations wallonnes sont actuellement certifiées bio ou en conversion (dont la moitié pour les seuls élevages en provinces de Liège et du Luxembourg). Et environ 10 % des exploitations y pratiquent une activité en CAP, majoritairement via de la vente directe, des marchés et/ou des paniers de biens (Quévy, 2020). Il est toutefois intéressant de noter que les dynamiques en CAP actuellement à l'œuvre en Wallonie s'appuient fortement sur la production locale de fruits et légumes, le plus souvent certifiés bio.

- 17 Pour tenter de saisir plus finement les enjeux de cette double dichotomie, nous analysons ainsi plus en détails les caractéristiques de trois organisations membres de « 5C », représentatives des multiples dynamiques et réalités territoriales qui cohabitent au sein de ce collectif.

### **Les caractéristiques territoriales de trois coopératives représentatives de « 5C »**

- 18 Pour illustrer notre analyse, nous prenons appui sur trois coopératives du Collectif 5C. Cet échantillon ne prétend pas à l'exhaustivité, mais vise plutôt à illustrer la grande diversité des organisations présentes au sein de ce Collectif. A travers la comparaison de ces trois cas, il est possible de montrer comment ces initiatives, aux ambitions similaires, construisent des territorialités – au sens matériel, existentiel et organisationnel – différenciées.
- 19 Le *Réseau Solidairement* (RS) est la plus ancienne des structures de « 5C ». La substance territoriale de cette coopérative repose sur une identité ardennaise et luxembourgeoise prononcée, dont la matérialité rurale ressort fortement (élevage agricole, faibles densités). Rien d'étonnant alors à ce que la mission de RS s'inscrive, depuis sa création en janvier 2013, dans « *le soutien logistique à la vente du produit artisanal, local et saisonnier, majoritairement issu ou transformé en Province du Luxembourg* » (site Internet RS).
- 20 Créée la même année, *Paysans-Artisans* (PA) est une coopérative « mixte », à l'identité paysanne revendiquée, qui s'est implantée en milieu rural et péri-urbain namurois, au cœur de la région agronomique du Condroz. Cette organisation intermédiaire en CAP rassemble une centaine de coopérateurs producteurs avec quelques 4000 consommateurs, tous fédérés dans un triple projet de soutien « *pour l'agriculture paysanne et coopérative, pour des circuits courts et solidaires, et pour la construction d'un mouvement citoyen* » (extrait de la charte de PA). Ainsi, « *l'ambition n'est pas qu'économique, elle est aussi politique, sociale et culturelle* » (entretien avec le président).
- 21 Dernière structure représentative de la diversité de « 5C », *Beescoop* (coopérative bruxelloise, écologique, économique et sociale, BC) est un supermarché « coopératif et participatif » de consom'acteurs urbains. Implantée depuis 2016 exclusivement dans le micro-quartier populaire de Schaerbeek, au nord du centre-ville, elle rassemble près

de 2000 consom'acteurs. « *Durabilité, participation, solidarité, transparence, coopération et bénévolat* » sont les mots d'ordre de cette coopérative qui propose « *des produits de qualité, à des prix accessibles à tous, bons pour la famille et la planète* » (site Internet BC).

Tableau 2. Les caractéristiques territoriales de trois coopératives de « 5C ».

Coopératives	Réseau Solidairement	Paysans-Artisans	Beescoop
<i>Profils</i>			
<i>Démographique</i>	Province du Luxembourg 44 communes, quasiment toutes rurales 4460 km <sup>2</sup> – 64 hab./km <sup>2</sup>	Pôle urbain de Namur 10 communes, dont 5 de profil rural et 5 de profil (péri-) urbain 700 km <sup>2</sup> – 323 hab./km <sup>2</sup>	Quartier dense de Schaerbeek Péricentre nord de Bruxelles-Ville 8 km <sup>2</sup> – 16 814 hab./km <sup>2</sup>
<i>Agricole</i>	Région naturelle des Ardennes Bois et prairies permanentes Élevage bovin dominant	Région agronomique du Condroz Dominante agricole mixte Cultures (céréales, fruits et légumes) et élevages	Absence totale d'activités agricoles
<i>Adhérents coopérateurs</i>	+/- 90 adhérents  +/- 45 producteurs et ou transformateurs (éleveurs, maraichers-fruiculteurs, brasseurs, artisans...); 30 épiceries; 15 restaurants Pas de consommateurs	+/- 500 adhérents  90 producteurs (maraichers- fruiticulteurs, éleveurs, céréaliers, brasseurs...); 10 artisans-transformateurs; +/- 400 consommateurs	+/- 2000 adhérents  Consom'acteurs exclusivement; Pas de producteurs, ni d'artisans- transformateurs

Sources : Eggerick *et al.*, 2007 ; Vanderstraeten et Van Hecke, 2019 ; Quévy, 2020 ; Sites Internet des 3 coopératives

- 22 Le tableau 2 présente une brève description des caractéristiques territoriales de nos trois modèles coopératifs. En comparant ces données, on peut déjà constater quelques divergences dans la manière de relocaliser la chaîne alimentaire et de reconnecter les acteurs des différents maillons. Le tableau laisse notamment apparaître une potentielle ligne de fracture autour d'une dialectique producteur-rural et consommateur-urbain. Néanmoins, ces organisations sont également unies autour d'un projet collectif alimentaire territorialisé, porteur d'une même « promesse de différence » (Le Velly, 2017). Il convient dès lors d'analyser les deux niveaux de structuration : d'une part, les stratégies intra-territoriales mises en œuvre par chaque coopérative sur leur territoire revendiqué ; et d'autre part, les opportunités de stratégies inter-territoriales qui émergent, et le rôle du Collectif 5C vis-à-vis de celles-ci.

## Les dynamiques territoriales alimentaires de 5C, la manifestation de stratégies multi-niveaux

### Des stratégies intra-territoriales différenciées, sources de fractures géographiques et organisationnelles entre coopératives ?

- 23 Pour décrire les stratégies de structuration intra-territoriales, il est utile de mobiliser la grille des proximités (cf. supra). Le tableau 3 ci-dessous synthétise nos observations empiriques pour les trois modèles coopératifs choisis. Les différentes combinaisons de proximités territoriales, ainsi mises en évidence, complètent le diagnostic concernant



la grande diversité des organisations présentes au sein du Collectif 5C et soulignent la forte variabilité des stratégies de structuration à l'échelle intra-territoriale.

Tableau 3. Les proximités territoriales alimentaires mobilisées par les trois coopératives de « 5C ».

Proximités Territoriales	Coopératives	Réseau Solidairement	Paysans-Artisans	Beescoop
Dimension spatiale	Avec les producteurs	Échelle provinciale (100 km) ; autorise l'international	Échelle inter-communale (30 km) ; autorise l'international	Échelle nationale ; autorise l'international
	Avec les consommateurs	Échelle provinciale et régionale	Échelle communale	Échelle de quartier
Dimension relationnelle	Avec les producteurs	Très forte Ex ante	Très forte Ex ante	Moyenne
	Avec les consommateurs	Faible travail de sensibilisation	Important travail de sensibilisation	Travail primordial de sensibilisation
Dimension fonctionnelle	Avec les producteurs	Pas un obstacle (construction de leur propre intermédiation)	Pas un obstacle (construction de leur propre intermédiation)	Est un obstacle
	Avec les consommateurs	Non considérée	Secondaire (magasins)	Primordiale
Dimension politique	Avec les producteurs	Directe et primordiale	Directe et primordiale	Non considérée
	Avec les consommateurs	Indirecte (à travers les points de vente)	Directe. (représentants au CA)	Directe et primordiale (AG trimestrielle)

Source : observations et données de terrain de F. Lanzi, 2018-2020

- 24 Sur le plan spatial, RS s'inscrit dans un dimensionnement naturellement circonscrit à la province luxembourgeoise, « *territoire défini par une production alimentaire suffisamment diversifiée* » (site Internet RS). Pour réaliser sa mission de promotion des produits artisanaux et locaux, elle s'appuie « *sur un réseau de proximité composé d'une quarantaine d'artisans et de producteurs, d'une vingtaine d'épiciers, d'une dizaine d'acteurs du secteur Horeca, et de groupements d'achats communs* » (entretien avec son directeur). Cette dimension relationnelle ex-ante constitue l'âme du projet coopératif et, pour la garantir, les producteurs bénéficient d'un important pouvoir politique décisionnaire. Cela étant, la coopérative reste confrontée à une certaine distance, tant spatiale que fonctionnelle, du fait du caractère artisanal de l'activité, de la dispersion des habitants et donc de l'éparpillement des épiceries sur le territoire... Et c'est pour réduire ces distances que RS développe une activité d'intermédiation logistique entre ses producteurs et ses distributeurs. Côté consommateurs, le réseau souhaite « *permettre l'accès aux citoyens à des denrées de qualité, produites, transformées et distribuées à prix justes, de manière respectueuse de l'homme et de son environnement* » (ibid.). Il ressort néanmoins que peu de proximités sont engagées avec ces mangeurs, ceux-ci n'étant qu'indirectement représentés par les distributeurs du réseau dans le schéma de gouvernance. Ce faisant, même si la coopérative choisit strictement ses partenaires revendeurs pour pallier ce manque, elle introduit une intermédiation relationnelle comme spatiale avec ces consommateurs.
- 25 De son côté, dès son origine, PA s'est constitué, autour de son fief de Floreffe, une « *république territoriale* » (entretien avec sa directrice). Celle-ci agglomère sept autres

communes rurales et périurbaines, plus la ville de Namur, sur un périmètre coopératif volontairement restreint (552 km<sup>2</sup> – 185 000 habitants). Outre cette proximité spatiale, PA fonde aussi sa stratégie intra-territoriale sur des relations extrêmement proches avec l'ensemble de ses coopérateurs. Côté producteurs et artisans transformateurs, le partage de valeurs et d'une vision commune sont des prérequis indispensables ; côté consommateurs, la proximité relationnelle est un objectif à entretenir au quotidien. PA promeut diverses activités de communication-sensibilisation visant à « *produire du sens et de l'intelligence collective* » (entretien avec son président). En matière de gouvernance, tous les adhérents bénéficient de représentants au conseil d'administration, leur conférant ainsi une forte proximité politique. Ceux-ci disposent par ailleurs d'une variété de dispositifs de commercialisation ou d'approvisionnement en produits paysans tels qu'une vingtaine de points de retraits pour les paniers vendus en ligne et une dizaine de magasins et d'épiceries (dans Namur et dans les fermes) principalement. Fruit de proximités politique et relationnelle avec les producteurs comme avec les consommateurs, cette diversité fonctionnelle reste ainsi garante des intérêts de chacun.

- 26 Enfin, chez BC, la stratégie intra-territoriale repose avant tout sur les proximités relationnelle et fonctionnelle avec le consommateur. « *Ce sont ces consommateurs qui font tourner ce magasin coopératif, à raison de quelques heures par mois* » comme l'explique l'un des gérants. L'objectif premier de BS est bien de permettre l'accès à l'alimentation durable à un maximum de personnes, puis ensuite d'encourager une économie locale « *en créant des partenariats sur le long terme, avec des producteurs de la région* » (ibid.). Cependant, la coopérative peine, pour des raisons logistiques notamment, à s'approvisionner efficacement chez des petits producteurs locaux. Elle travaille donc avec un réseau de partenaires à même de lui permettre de réaliser cette mission d'accessibilité sur le plan fonctionnel, reléguant au second plan la proximité relationnelle avec les producteurs. Enfin, si la proximité politique avec les consommateurs constitue une des bases essentielles du projet, elle reste en revanche complètement absente avec les producteurs, qui ne participent en rien aux diverses activités menées par et au sein de BC.
- 27 Au final, pour ces coopératives l'objectif de relocalisation et de reconnexion alimentaire demeure contraint par l'impératif de disposer d'une large gamme en produits agricoles locaux, et d'un bassin de consommation suffisant afin d'atteindre un seuil critique de viabilité commerciale. Aussi, leurs stratégies de proximité intra-territoriales demeurent globalement incomplètes, notamment du fait de leur éloignement de pôles de consommation (cas de RS, ancrée dans une large province rurale) ou de production (cas de BC, implantée dans micro-quartier en ville). Sachant leurs contraintes géographique et économique, il n'est pas étonnant de voir un meilleur développement des dimensions relationnelles, politiques et spatiales avec les producteurs au sein de RS, ou à l'inverse avec les consommateurs chez BC. Dans les deux cas, le caractère géographique semble avoir conditionné le caractère organisé des proximités territoriales mises en œuvre. Chez PA, la stratégie intra-territoriale semble plus équilibrée avec un profil socio-spatial mixte de coopérateurs producteurs-consommateurs. La coopérative a su saisir les opportunités que lui offrait sa situation géographique péri-urbaine en définissant « sa république » de manière à profiter du potentiel agronomique des vallées de la Sambre et Meuse (région limoneuse du

Condroz), comme des avantages du bassin sociodémographique de l'agglomération namuroise.

- 28 Ainsi, à l'instar des réflexions menées par Gumuchian et Pecqueur (2007), il apparaît que la territorialisation des structures membres de « 5C » s'appuie également sur une recherche flexible de cohérence territoriale, prenant en compte, dans un équilibre subtil, les ressources disponibles ainsi que les contraintes géographiques et socio-économiques présentes. Cependant, comme certains débats menés au sein des instances politiques de « 5C » l'ont laissé entendre, ces divergences stratégiques, parfois fortes, représentent des lignes de fractures potentielles. Cependant, elles peuvent aussi constituer autant d'opportunités de stratégies inter-territoriales, complémentaires aux stratégies intra-territoriales, capables de renforcer le projet du Collectif dans son ensemble.

### Des stratégies inter-territoriales émergentes, entre opportunités économiques et arbitrages politiques

- 29 En effet, en élargissant notre analyse au niveau des relations inter-organisations, et sur la base de récentes observations, nous mettons en évidence le rôle du Collectif dont l'essence est d'amorcer et favoriser des mutualisations, « *des échanges et les solidarités entre territoires, entre coopératives de Wallonie et d'ailleurs* » (entretien avec son président). L'enjeu pour cette méta-organisation est alors d'éviter l'accentuation des lignes de fractures identifiées auparavant, en les transformant en de véritables stratégies inter-territoriales, sources d'interrelation actorielle et d'interconnexion spatiale renforcées.
- 30 En effet, certaines organisations, dont nos trois cas coopératifs, cherchent actuellement à surmonter leurs obstacles intra-territoriaux en élargissant leurs aires d'approvisionnement sur le plan fonctionnel, tant du point de vue scalaire (échelle wallonne) que logistique (service d'intermédiation de type 'petit'grossiste). Mais sans, pour autant, changer leurs périmètres territoriaux, car ceux-ci demeurent centraux dans leur identité d'alternative. Il s'agit de garantir de nouveaux débouchés commerciaux à leurs producteurs membres (cas de RS et de PA), ou bien d'assurer un large achalandage en produits de CAP pour leurs consommateurs (particulièrement pour BC, ou pour les produits tropicaux dans les deux autres). Ainsi, RS, comme PA, s'autorisent des « *livraisons vers la Région de Bruxelles-Capitale (dont le supermarché de BC) et les autres provinces de la Région wallonne* » afin de « *dynamiser l'activité de la coopérative* » (site Internet de RS). Mais de telles stratégies inter-territoriales, s'étendant au-delà des périmètres des organisations, interrogent ; car si elles manifestent des signes certains de réussite commerciale, ne risquent-elles pas, à terme, de faire perdre leur âme à ces alternatives alimentaires de proximité ? (Le Velly *et al.*, 2016).
- 31 Notre immersion au sein du Collectif permet d'atténuer cette crainte, car nous avons en effet observé l'émergence de plusieurs projets de mutualisation inter-organisationnels. Il s'agit, par exemple, du lancement d'une revue trimestrielle militante *Tchak !* ainsi que l'organisation d'une « mise au vert » annuelle, deux projets qui permettent de maintenir une proximité de valeurs entre les membres de « 5C ». Il semble en effet qu'organiser un espace commun d'échanges pour cultiver cette proximité de valeurs soit une première manière potentielle de lutter contre le dévoiement vers des processus plus conventionnels, tout en essayant de garantir les intérêts de chacun.

D'autres réflexions du même genre sont en cours, afin notamment « *d'organiser la logistique entre les coopératives et entre les territoires* » (extrait de compte rendu d'AG, mai 2019). Les actions envisagées porteraient sur la planification concertée des cultures, sur la création d'une « Fabrique Circuits Courts » abritant des outils de transformation (légumerie-bocalerie, hub de stockage, etc.)<sup>2</sup>. A l'heure actuelle, ces projets émanent surtout de coopératives leaders, plus avancées et matures, mais fédèrent aussi des structures membres limitrophes, qui saisissent ici l'opportunité - économique - présentée. Ces projets de « *pôles de coopérations logistiques territorialisés entre coopératives d'une même sous-région* » (*ibid.*) posent ainsi les jalons de stratégies inter-territoriales, alors qu'une stratégie à l'échelle globale de « 5C » n'existe pas encore.

- 32 En effet, le Collectif devra probablement jouer un rôle plus affirmé dans la coordination et la régulation des relations inter-territoriales afin d'identifier, de différencier et de valoriser l'espace géographique et organisationnel de chaque coopérative, mais aussi de les faire cohabiter, co-exister, et même co-évoluer entre eux. « *C'est cette mise en cohérence des acteurs, des activités et des espaces qui constitue un levier de développement pour assurer la transversalité dans les projets de territoire, l'inter-territorialité et la reconnaissance de la ruralité dans les proximités urbaines* » (Lardon, 2015). Cette coordination sera également facilitée par la mise en œuvre de principes de « garde-fou » pour éviter le dévoiement vers des pratiques plus conventionnelles. Aujourd'hui, on devine déjà deux règles implicites au sein du Collectif : « la subsidiarité », qui permet à chaque coopérative de rester souveraine sur son territoire ; et la « non-agression », les stratégies extra-territoriales des uns ne devant pas impacter le fonctionnement et la rentabilité d'autres projets implantés sur ce territoire.

## Conclusion

- 33 En fondant notre réflexion sur un Collectif de coopératives citoyennes engagées en CAP, nous avons cherché à identifier les différentes dynamiques territoriales d'interrelation actorielle (producteurs-consommateurs) et d'interconnexion spatiale (urbain-rural) mises en œuvre par celui-ci, afin de permettre à chaque organisation membre de se maintenir et de se développer en fonction de ses spécificités.
- 34 Il ressort de notre analyse, à l'aune de trois exemples coopératifs représentatifs, que les stratégies intra-territoriales développées par ces organisations « médiatrices » (Praly *et al.*, 2014) diffèrent assez largement en matière de combinaison de proximités alimentaires. En effet, les modes productifs ou logistiques mobilisés, les débouchés commerciaux proposés, les structures de gouvernance retenues, ou bien encore les délimitations spatiales choisies... restent le reflet d'arbitrages spatiaux et organisationnels (coopératives rurales de producteurs-consommateurs, supermarchés participatifs de consom'acteurs urbanisés...), qui peuvent déboucher sur de potentielles fractures territoriales.
- 35 Nos observations attestent également d'un impératif de développement territorial allant au-delà des frontières de chaque organisation, et qui, a minima, prend pour le moment la forme de stratégies extra-territoriales. Toutefois, au vu des projets de mutualisation en cours, de l'intérêt qu'ils suscitent, et de la forte dimension relationnelle qui cimente l'ensemble des membres au projet « 5C », nous constatons l'importance d'une telle « méta-organisation » dont le rôle serait de valoriser les

obstacles et impératifs intra-territoriaux en les convertissant en stratégies inter-territoriales, que nous avons commencé à esquisser.

- 36 La poursuite d'enquêtes de terrain plus approfondies, par des entretiens étendus à l'ensemble des coopératives de « 5C » et de leurs membres, permettra donc d'affiner l'analyse actuelle. Nous souhaitons notamment interroger plus en profondeur les contrats qui délimitent le champ de leurs collaborations (en termes de pouvoir de décision, de périmètre d'actions...), et qui contribuent à la détermination progressive de nouvelles « règles du jeu », notamment économiques (concurrence, fixation des prix...). Et, *in fine*, de voir dans quelles mesures ce Collectif 5C participe de la formation à la fois d'un système alimentaire « Territorialisé » (Rastoin, 2015) ou du « Milieu » (Chazoule *et al.*, 2015) en Région wallonne, mais également d'un « proto-régime » (Geels et Raven 2006) susceptible de renforcer et de pérenniser ces dynamiques de relocalisation-reterritorialisation utiles à une transition du système agro-alimentaire vers plus de soutenabilité (Bui *et al.*, 2016 ; Lamine, 2015 ; Lanzi, Maréchal, 2019).

## BIBLIOGRAPHIE

- AMBLARD L., BERTHOM G., HOUDART M. & LARDON S. (2018), « L'action collective dans les territoires. Questions structurantes et fronts de recherche », *Géographie, économie, société*, 20, 2, pp. 227-246.
- AUBRY C., KEBIR L. & PASQUIER C. (2012), « Le raccourcissement des circuits alimentaires : une nouvelle ruralité en périphérie des villes ? (étude de cas en Île-de-France) », in PAPY F. (éd.), *Nouveaux rapports à la nature dans les campagnes*, Versailles, Quæ, pp. 55-69.
- BERGER M., CHALEARD J.-L. (2017), *Villes et campagnes en relations, Regards croisés Nords-Suds*, Paris, Karthala.
- BOUSBAINE D., BRYANT C. (2016), « Les systèmes innovants alimentaires, cas d'étude : la Ceinture Aliment Terre de Liège », *Belgeo*, 4, <http://journals.openedition.org/belgeo/19507>.
- BUI S., CARDONA A. & LAMINE CERF M. (2016), « Sustainability Transitions: Insights on Processes of Niche-Regime Interaction and Regime Reconfiguration in Agri-Food Systems », *Journal of Rural Studies*, 48, pp. 92-103.
- CHAZOULE C., FLEURY P. & BRIVES H. (2015), « Systèmes alimentaires du milieu et création de chaînes de valeurs : concepts et études de cas dans la région Rhône-Alpes », *Économies et Sociétés*, 37, 8, pp. 1203-1219.
- CHIFFOLEAU Y. (2018), *Les circuits courts alimentaires. « Entre marché et innovation sociale »*, Toulouse, Erès.
- DI MEO G. (1998), *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.
- EGGERICKX T., SANDERSON J.-P., BAHRI A. & HERMIA J.-P. (2007), « Diversités démographiques et migrations résidentielles dans les espaces ruraux en Wallonie (Belgique) », *Noroi*, 205, 4, pp. 117-136.

- GADILLE M., TREMBLAY D.-G. & VION A. (2013), « La méta-organisation territorialisée, moteur d'apprentissages collectifs », *Revue Interventions économiques*, 48, <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2156>.
- GEELS F., RAVEN R. (2006), "Non-linearity and expectations in niche-development trajectories: ups and downs in Dutch biogas development (1973–2003)", *Technology Analysis & Strategic Management*, 18, 3-4, pp. 375-392.
- GOODMAN D., DUPUIS E.M. & GOODMAN M.K. (2013), *Alternative Food Networks*, London, Routledge.
- GOMEZ A., NAVES P. (2018), « Le gouvernement des circuits courts et de proximité à l'épreuve des territoires : une illustration dans quatre départements », *Revue Française de Socio-Économie*, 20, 1, pp. 259-277.
- GUMUCHIAN H., PECQUEUR B. (2007), *La Ressource Territoriale*, Paris, Economica.
- HERAULT-FOURNIER C., PRIGENT-SIMONIN A.-H. (2012), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*, Dijon, Quae-Educagri.
- HUBAUX S. (2011), « Le Groupe d'achats communs de Louvain-la-Neuve : convivialité et engagement », in PLEYERS G. (éd.), *La consommation critique. Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire*, Paris, Desclée de Brouwer, pp. 91-110.
- LAMINE C. (2015), "Sustainability and Resilience in Agrifood Systems: Reconnecting Agriculture, Food and the Environment: Sustainability and Resilience in Agrifood Systems", *Sociologia Ruralis*, 55, 1, pp. 41-61.
- LANZI F., MARECHAL K. (2019), « Renforcer la viabilité des circuits alimentaires de proximité via la mise en place d'un réseau coopératif : une analyse du collectif 5C », *13<sup>e</sup> Journées de recherche en sciences sociales*, INRA-SFER-CIRAD, Bordeaux Sciences Agro.
- LARDON S. (2015), « L'agriculture comme potentiel de développement des territoires périurbains. Analyse par les configurations socio-spatiales », *Articulo, Journal of Urban Research*, 6, 16 p., <http://journals.openedition.org/articulo/2673>.
- LE CARO Y., JOUSSEAUME V., POULOT M. & ROUGET N. (2016), « Agricultures et villes : des articulations renouvelées », *Annales de géographie*, 712, 6, pp. 553-563.
- LE VELLY R., DUFEU I. & LE GREL L. (2016), « Les systèmes alimentaires alternatifs peuvent-ils se développer commercialement sans perdre leur âme ? Analyse de trois agencements marchands », *Économie Rurale*, 356, pp. 31-45.
- LOUDIYI S., HOUDART M. (2019), « L'alimentation comme levier de développement territorial ? Réflexions tirées de l'analyse processuelle de deux démarches territoriales », *Économie rurale*, 367, pp. 29-44.
- MARECHAL K., PLATEAU L. & HOLZEMER L. (2019), « La durabilité des circuits courts, une question d'échelle ? L'importance de court-circuiter les schémas classiques d'analyse », *Économie Rurale*, 367, pp. 45-60.
- MUNDLER P., ROUCHIER J. (2016), *Alimentation et proximités : jeux d'acteurs et territoires*, Dijon, Quae-Educagri.
- NOEL J., LANZI F., MARGETIC C., DOGOT T. & MARECHAL K. (2021, sous presse), « Stratégies territoriales de pérennisation et circuits alimentaires de proximité. Le cas de deux structures collectives paysannes, Terroirs 44 (Pays de la Loire, France) et Paysans Artisans (Wallonie,



Belgique) », *Développement durable et territoires*, 11, 3, <https://journals.openedition.org/developpementdurable>.

NOEL J., LE GREL L. (2018), « L'activation des proximités dans les filières alimentaires relocalisées. L'exemple de 2 organisations collectives territorialisées en Pays de la Loire », *Revue de l'organisation responsable*, 13, 1, pp. 29-41.

PLEYERS G. (2017), "Local food movements: from prefigurative activism to social innovations", *Interface: a journal for and about social movements*, 9, 1, pp 123-139.

PLEYERS G. (2020), « Les mouvements pour l'alimentation locale en Belgique : des initiatives locales aux collaborations institutionnelles », in JUAN M. (éd.), *Du social business à l'économie solidaire : Critique de l'innovation sociale*, Toulouse, Erès, pp. 189-215.

PRALY C., CHAZOULE C., DELFOSSE C. & MUNDLER P. (2014), « Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires », *Géographie, économie, société*, 16, 4, pp. 455-478.

POULOT M., REVEYAZ N. (2018), « Les espaces ruraux et périurbains en France : populations, activités, mobilités », *Géococonfluences*, cadrage scientifique et pédagogique, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/france-espaces-ruraux-periurbains/cadrage>.

QUEVY B. (2020), *L'agriculture wallonne en chiffres en 2020*, Namur, SPW Editions, Direction de l'analyse économique agricole, <https://agriculture.wallonie.be/agriculture-wallonne-en-chiffres>.

RASTOIN J.-L. (2016), « Les systèmes alimentaires territorialisés : enjeux et stratégies de développement », *Journal Resolis*, 7, pp. 12-18.

RENTING H., MARDSEN T.K. & BANKS J. (2003), "Understanding Alternative Food Networks : exploring the Role of Short Food Supply Chains In Rural Development", *Environment and Planning*, 35, 3, pp. 393-411.

SCHMITZ S., DUBOIS C. (2017), « Tensions sur le devenir des campagnes wallonnes. Notes de terrain », *Bulletin de la Société Géographique de Liège*, 69, 2, pp. 81-94.

TALBOT D. (2010), « La dimension politique dans l'approche de la proximité », *Géographie, Économie, Société*, 12, 2, pp. 125-144.

TORRE A., WALLET F. (2013), *Les enjeux du développement régional et territorial en zones rurales*, Paris, L'Harmattan.

TORRE A., BEURET J.-E. (2012), *Proximités territoriales*, Paris, Economica.

VANDERSTRAETEN L., VAN HECKE E. (2019), « Les régions urbaines en Belgique », *Belgeo*, 1, <http://journals.openedition.org/belgeo/32246>.

VANIER M. (2009), *Territoires, territorialité, territorialisation. Controverses et perspectives*, Rennes, PUR.

#### Webographie

<http://collectif5c.be>

<https://www.reseausolidairement.be>

<http://www.paysans-artisans.be>

<http://bees-coop.be>

## NOTES

1. Dans cet ouvrage collectif, une importante revue de littérature sur les dynamiques de proximité à l'œuvre dans le champ alimentaire a été réalisée.
  2. Proche de Namur, cette Fabrique structurera de nouveaux débouchés (restauration hors domicile), tout en favorisant des économies d'échelle (coûts frigorifiques) et des échanges de produits entre membres.
- 

## RÉSUMÉS

Notre étude porte sur un collectif de coopératives citoyennes, engagées dans des circuits alimentaires de proximité en Wallonie. En comparant les dynamiques territoriales de trois organisations membres, nous soulignons la diversité des formes spatiales et organisationnelles qui cohabitent au sein de ce « Collectif 5C ». Nous montrons que cette diversité est pertinente puisqu'elle permet des stratégies adaptées à la variété des contextes (intra-)territoriaux, tout en étant source d'opportunités complémentaires en termes de stratégies inter-territoriales capables de renforcer chacun des projets de relocalisation-reconnexion alimentaire. En collaborant à de meilleures interactions villes-campagnes, ces organisations surmonteraient certains obstacles territoriaux qui les obligent à arbitrer entre le caractère alternatif et la viabilité économique de leur projet. Nous pointons alors le rôle crucial de méta-organisations telles que le « Collectif 5C » afin de coordonner et réguler ces relations inter-territoires.

Our empirical study is based on the qualitative analysis of a Collective of cooperatives engaged in proximity-based food systems in Belgium. By comparing the territorial strategies of three member-cooperatives, we underline the diversity of spatial and organizational forms coexisting within the Collective "5C". We also show that this diversity is not simply needed in order to answer the variety of context faced by coops within-territory; but it also represents opportunities for strategies between-territories. Which in turn could benefit the relocalization and reconnexion project hold in each cooperative. Indeed, by collaborating between organizations situated in cities and countryside areas, they could overcome some of their internal obstacles that often leads to trade-offs between the alternative dimension of the project and its economic viability. We then point to the crucial role played by meta-organizations as the "Collective 5C" for the coordination and regulation of inter-territorial relations.

## INDEX

**Keywords :** proximity/place-based food system, alternative food network, cooperation, territorial strategies, Wallonia (Belgium)

**Mots-clés :** circuits (courts) alimentaires de proximité, coopération, stratégies territoriales, Wallonie (Belgique)

## AUTEURS

### FLORENCE LANZI

Gembloux Agro Bio Tech (Gx ABT) – ULiège (Laboratoire d'Economie et de Développement Rural (LEDR) & Centre d'Economie Sociale (CES), Belgique, flanzi@uliege.be

### JULIEN NOEL

Gx ABT – ULiège (LEDR), Belgique, Julien.noel@uliege.be

### KEVIN MARÉCHAL

Gx ABT – ULiège (LEDR), Belgique, k.marechal@uliege.be